



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des affaires criminelles et des grâces

Paris, le 23 mai 2026

S. P. 2026

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice

A

Pour attribution

Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel
Monsieur le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires

Pour information

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux judiciaires

N° NOR : JUSD2605485C

N° CIRCULAIRE : 2026-6/CAB-24/02/2026

N/REF : DP 2026/0014/C10

Objet : Circulaire relative au traitement judiciaire des violences sexuelles et sexistes commises sur les mineurs en milieu scolaire ou périscolaire.

Chaque année, des centaines d'enfants et d'adolescents subissent, dans l'enceinte même de nos écoles ou lors d'activités périscolaires, des violences sexuelles qui emportent des répercussions majeures sur le développement de leur personnalité, sur leur scolarité, et à plus long terme, sur leur vie d'adulte. Ces drames commis par des adultes en position d'autorité, ou par des mineurs dépourvus de repères sont trop souvent tus. Ces violences sexuelles ou sexistes qu'elles s'exercent dans l'espace scolaire ou par le biais des réseaux sociaux, laissent des traces indélébiles et **exigent une mobilisation sans faille de tous les acteurs publics**. Leur traitement constitue une **urgence absolue** pour notre société et appelle une réponse judiciaire **rapide, coordonnée et ferme**.

Chaque signalement doit être traité, chaque victime protégée et accompagnée, chaque auteur identifié et sanctionné. La présente circulaire entend ainsi réaffirmer la priorité donnée au traitement

judiciaire de ces violences et les orientations que j'entends voir respectées dans le prolongement de la circulaire de politique pénale générale du 16 octobre 2025.¹

Permettre la révélation des faits d'abus sexuels ou sexistes impose de généraliser les protocoles d'échanges d'information avec l'Education nationale, les écoles privées, les associations et les collectivités territoriales pour permettre des signalements et dénonciations au plus proche de la commission des faits et une protection immédiate des mineurs victimes (1). Les parquets veilleront à l'accompagnement des victimes, à l'exécution des investigations les plus diligentes et complètes possibles, ainsi qu'à donner des réponses fermes à la hauteur des enjeux en présence (2). A l'issue des investigations, les parquets s'assureront de faire un retour diligent auprès de l'Education nationale ou de toute autre autorité signalante, sur les mesures judiciaires prises, notamment pour garantir une articulation cohérente entre réponses judiciaire et administrative (3).

1. Garantir le signalement de toute affaire de violence sexuelle ou sexiste en milieu scolaire ou périscolaire auprès de l'autorité judiciaire

L'efficacité de la réponse pénale repose en grande partie sur les conditions dans lesquelles sont portées à la connaissance de l'institution judiciaire les violences sexuelles et sexistes, sous toutes leurs formes (viols, agressions sexuelles, harcèlement sexuel, violences psychologiques ou verbales à caractère sexiste, discriminations fondées sur le genre).

Les mineurs victimes sont, par nature, au regard de leur âge et de leur vulnérabilité, peu enclins à révéler les faits qu'ils subissent.

La signature de protocoles et de conventions d'échanges d'informations avec l'ensemble des professionnels qui se trouvent dans l'environnement du mineur étant essentielle (écoles, collectivités territoriales, médecins et personnels de santé, associations notamment culturelles ...), vous veillerez à vous rapprocher des recteurs d'académie et des directeurs académiques départementaux des services de l'Education nationale (DASEN) en vue de la généralisation et de l'actualisation de ces protocoles.

Ces derniers devraient être accompagnés d'échanges réguliers pour une meilleure prise en compte des compétences de chacun², notamment en vue de rappeler les dispositions juridiques applicables en matière de secret professionnel et d'obligation de dénoncer les abus sexuels commis sur des mineurs, y compris de la part de professionnels de santé ou de ministres du culte en application de l'article 226-14 du code pénal³.

Enfin, les procureurs de la République mettent en place en coordination avec les préfets des **comités locaux d'aide aux victimes** sur cette thématique. Les directeurs académiques des services de l'éducation nationale (DASEN) seront utilement conviés à la réunion de ces CLAV thématiques.

¹ Cf également la circulaire du 28 mars 2023 relative à la politique pénale en matière de lutte contre les violences faites aux mineurs et la circulaire du 29 août 2024 relative au renforcement de la lutte contre le harcèlement scolaire.

³ L'article 226-14 du code pénal s'applique au secret de la confession, qui n'interdit donc pas ces dénonciations

2. Garantir un traitement judiciaire approprié et respectueux des victimes

Vous veillerez, en premier lieu, à ce que les services enquêteurs procèdent à une enquête approfondie et rigoureuse, dans l'entourage du mineur victime et du mis en cause, y compris en matière numérique, notamment en permettant la saisie du téléphone ou du matériel informatique de l'intéressé afin de comprendre les ressorts du passage à l'acte de l'auteur et l'identification d'éventuelles autres victimes.

Lorsque les faits dénoncés auront été établis, vous veillerez, dans le cadre d'une politique de juridiction toujours à approfondir, à mettre en œuvre des réponses pénales fermes en favorisant les modes de poursuites rapides et le prononcé de mesures de sûreté ou de peines permettant la protection des mineurs, l'éloignement du mis en cause, et la prévention de la réitération des faits.

Vous veillerez en particulier à requérir les interdictions d'exercer qui seraient nécessaires, et aux inscriptions aux fichiers judiciaires qui s'imposeront (FIJ AIS).

Vous vous assurerez également que le mineur victime fasse l'objet des mesures de protection et d'accompagnement en adéquation avec la gravité des faits dénoncés, à leur contexte, et sa situation personnelle.

Le recueil de la parole du mineur victime devra être réalisé, dans toute la mesure du possible, dans un environnement protégé, que ce soit dans une UAPED, qui permet une prise en charge pluridisciplinaire de l'enfant, ou au sein d'une salle Mélanie⁴.

Vous vous assurerez également, lorsque cela vous paraîtra opportun, que l'audition de la victime soit jointe aux réquisitions adressées à l'expert en charge de son examen médical ou psychologique, pour une meilleure information de ce dernier et afin d'éviter une répétition de son récit par la victime.

Le mineur victime, comme ses civilement responsables, doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement spécifique tout au long de son parcours judiciaire. Vous veillerez ainsi à l'assistance dont il peut bénéficier de la part d'une association d'aide aux victimes, d'avocats notamment spécialisés, ou d'un administrateur *ad hoc*.

Pour les situations les plus sensibles, l'association locale d'aide aux victimes devra être saisie pour la mise en œuvre d'EVVI approfondies, en joignant à la saisine la grille d'évaluation et l'audition de la victime dans le but à nouveau d'éviter la répétition du récit. Vous vous assurerez de la mise en place, avec les forces de sécurité intérieure, d'un circuit de transmission systématique des plaintes et procès-verbaux de renseignements pour permettre une prise en compte immédiate par un magistrat du parquet, en charge de l'action publique, afin de répondre à l'urgence des situations exposées.

Un suivi rigoureux de ces procédures pourra être réalisé dans le cadre du bureau des enquêtes et au moyen du recours à des logiciels métiers du parquet tel que BIE.

Ces mêmes exigences devront être mises en œuvre en cas de dénonciation de faits susceptibles d'être prescrits, toujours dans la perspective, au-delà de l'écoute portée au premier mineur victime, de

⁴ Cf le [rapport](#) du groupe de travail sur la doctrine d'emploi des UAPED et des salles Mélanie dirigé par la DACG.

mettre au jour des faits plus récents et qui concerneraient d'autres victimes. A ce titre, vous vérifierez si la prescription allongée peut, ou non, s'appliquer⁵.

3. Assurer un retour diligent auprès de l'administration des mesures judiciaires

Pour que la réponse judiciaire ait un plein effet, il est important qu'elle soit connue de l'Education nationale ou des collectivités territoriales, qui pourront ajuster le cas échéant leurs réponses administratives, et notamment les mesures conservatoires.

En cas de mise en cause d'un personnel de l'Education nationale, d'un personnel intervenant lors du temps périscolaire, ou d'un élève scolarisé dans un établissement, vous veillerez à :

- Informer l'autorité à l'origine du signalement des suites données, y compris en cas de classement sans suite.
- Informer l'Education nationale même si elle n'est pas à l'origine du signalement pour les professeurs mis en cause, conformément aux dispositions de l'article [706-47-4](#) du CPP⁶. J'attire votre attention sur le fait que le procureur de la République peut **informer par écrit l'administration, des condamnations mêmes non définitives, de la saisine d'une juridiction de jugement et de mises en examen relatives aux personnes qu'elle emploie**, y compris à titre bénévole, lorsqu'elles concernent un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement⁷.

Enfin, je vous rappelle les termes de la circulaire du 23 octobre 2025, prescrivant une information systématique de la victime. Dès lors que cela vous paraîtra opportun, vous adresserez des réquisitions à une association d'aide aux victimes pour procéder à la notification orale d'un classement sans suite dès lors qu'un accompagnement spécifique paraît nécessaire afin que la décision puisse lui être expliquée de manière individualisée.

Je vous prie de bien vouloir informer la direction des affaires criminelles et des grâces, sous le timbre du bureau de la politique pénale générale, de la mise en œuvre effective de la présente circulaire et de toute difficulté dans son exécution.

Sincèrement,



Gérald DARMANIN

Je capte sur un sur ce sujet ts important.

⁵

Le mécanisme de « **prescription allongée** » permettant de prolonger le délai de prescription d'une infraction si de nouveaux délits ou crimes sexuels sont commis par le même auteur sur un autre mineur, « *en cas de commission sur un autre mineur par la même personne, avant l'expiration [du délai de prescription], d'un nouveau viol, d'une agression sexuelle ou d'une atteinte sexuelle* ». Dans une telle hypothèse, la prescription du premier crime ou délit ne sera acquise qu'à « *la date de la prescription de la nouvelle infraction* » ([article 7 et 8 du code de procédure pénale](#)). Les causes d'interruption de la prescription d'une infraction sexuelle concernant un mis en cause bénéficient aux autres infractions de viol, agression ou atteinte sexuelle pouvant lui être reprochées et commises au préjudice d'un autre mineur ([article 9-2 du code de procédure pénale](#)).

⁶

le ministère public est tenu d'informer l'administration, par écrit, d'une condamnation, même non définitive, ou d'une décision de placement sous contrôle judiciaire comprenant l'obligation de ne pas exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs, à la double condition que la personne placée sous contrôle judiciaire ou condamnée exerce une activité professionnelle ou sociale impliquant un contact habituel avec des mineurs, dont l'exercice est contrôlé directement ou indirectement par l'administration, d'une part, et que la procédure porte sur l'une des infractions limitativement énumérées à l'article [706-47-4](#) II du CPP, d'une part.

⁷ [Art. 11-2 du CPP](#)